HAL
open science

Architecture et dictature : la politique du logement sous la dictature de l'État nouveau au Portugal

Margot Lacoste

To cite this version:

Margot Lacoste. Architecture et dictature : la politique du logement sous la dictature de l'État nouveau au Portugal. Architecture, aménagement de l'espace. 2016. dumas-01804190

HAL Id: dumas-01804190

https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01804190

Submitted on 31 May 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

Mémoire de séminaire : conditions de consultation

Ce document est protégé par le droit d'auteur (art. L. 112-1 du Code de la propriété intellectuelle).

L'auteur du document accorde les droits d'usages suivant :

	OUI	NON
Consultation sur place	☑	☐
Impression	☑	☐
Diffusion Intranet	☑	☐
Diffusion Internet	☑	☐
Exposition	☑	☐
Publication non commerciale	☑	☐

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

École nationale supérieure d'architecture de Toulouse _83 rue Aristide-Maillol _BP 10629 _31106 Toulouse cedex 1
Tél. : 33 (0)5 62 11 50 50 _Fax : 33 (0)5 62 11 50 99 _Courriel : ensa@toulouse.archi.fr _Site : www.toulouse.archi.fr

Établissement public décret 81.333 du 6-4-81 _N° siret : 193 101 508/00011 _Code ape : 9215

ARCHITECTURE & DICTATURE

la politique du logement sous la dictature de l'État Nouveau au Portugal

ÉCOLE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
MÉMOIRE SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Margot LACOSTE - 10008
enseignant tuteur : Pierre Weidknnet

sommaire

-Introduction- p.5

- partie I -

LA PRODUCTION ARCHITECTURALE ET URBANISTIQUE SOUS LE RÉGIME DE L'ÉTAT NOUVEAU

I.1 - Dictature et production artistique p.9
- I.1.a - Bref historique de l'État Nouveau p.9
- I.1.b - Le salazarisme p.11
- I.1.c - la représentation du pouvoir p.13
- I1.d - Esthétiques architecturales du salazarisme p.17

I.2 - Politique urbaine à Lisbonne p.25
- I.2.a - Les prémices p.25
- I.2.b -Les limites géographiques de la ville p29
- I.2.c - La gestion de la ville : un outil de contrôle p29
- I.2.d - Les premiers plans d'urbanisation p.31

I.3 - Le rôle de l'État dans la construction du logement social p.33
- I.3.a - Le type de promotion p.33
- I.3.b - Le désengagement de l'État p35

- partie II-

LA POLITIQUE DE LOGEMENT SOCIAL MENÉE PAR L'ÉTAT NOUVEAU

II.1 - les maisons économiques p.41
- II.1a - Le programme et ses enjeux p41
- II.1.b - L'exemple du quartier «do arco do cego» p43

II.2 - les maisons démontables p49
- II.2a - Le programme et ses enjeux p49
- II.2b - L'exemple du quartier de Boavista p49

II.3 - Les maisons à loyers modérés p.55
- II.3.a - La situation d'après-guerre p55
- II.3.c - Les logements pour «familles pauvres» p55
- II.3.b - Le programme de maisons à loyers modérés p.55
- II.3.d - Les maisons à loyers limités p.57
- II.3.e - L'exemple d'Alvalade p.57

-Conclusion- p.63

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

introduction

Le Portugal connut au XXème siècle une des plus longues dictatures conservatrice d'Europe. Antonio Oliveira Salazar fut à la tête de ce régime nommé l'État Nouveau (« O Estado Novo ») de 1933 à 1968, soit cinq ans avant la fin de la dictature. Pendant ces trente-sept années, la production artistique et architecturale fut ainsi influencée à la fois par une volonté de représentation du pouvoir étatique mais aussi par une vision de la manière de vivre traditionnelle portugaise. Les spécificités du Portugal, pays très rural avec peu de grandes villes et une urbanisation tardive furent autant de facteurs rendant l'histoire de l'urbanisme portugais particulière. Nous nous intéresseront ici plus particulièrement à la production de logements à vocation sociale sous ce régime. En effet, le Portugal a traversé une grave crise du logement qui se ressent très fortement dans les grandes villes de part la quantité de bâtiments délabrés. Si aujourd'hui le pays est en plein redressement de la situation du logement, il est intéressant de se demander quel rôle a joué la politique de production de logement dans la crise actuelle. Nous nous demanderons plus particulièrement ici quel fut l'impact de l'application d'une idéologie à la production de logements. Nous verrons en quoi la vision portée l'État Nouveau de la manière dont devaient vivre les portugais transparait dans les programmes mis en place et soutient un partis pris opposé à celui des pays eurpéeens voisins à la même époque dans le domaine du logement.

Afin de traiter cette problématique nous parlerons dans un premier temps de la manière dont le régime dictatorial de l'État Nouveau influença et surtout se servit de la production artistique et architecturale. Dans cette partie, nous verrons non seulement l'histoire de cette dictature mais aussi son rapport à l'art dans sa représentation publique. Dans un deuxième temps, nous verrons quelle fut la production de logement à l'initiative du gouvernement pendant trente-sept ans. Nous verrons quelle était la vision de base du régime ainsi que son évolution au cours du temps.

Afin de traiter ces sujets, les documents d'urbanismes et les opérations de logements citées en exemple seront lisboètes. Tout d'abord parce qu'il s'agit de la plus grande ville portugaise sur laquelle les programmes étatiques étaient très nombreux ensuite car j'y ai effectué mon année de mobilité dans le cadre du programme Erasmus.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

partie I

LA PRODUCTION ARCHITECTURALE ET URBANISTIQUE SOUS LE RÉGIME DE L'ÉTAT NOUVEAU

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Illustration 01 : Photographie de António Oliveira Salzar (1889-1970)

DICTATURE ET PRODUCTION ARTISTIQUE

Bref historique de l'État Nouveau

Le Portugal a connu au début du XXème siècle une période d'instabilité politique très forte qui a mené en 1928 à l'instauration d'un régime autoritaire. En effet, l'année 1910 marqua la fin de la monarchie et la proclamation de la Ière République. Le roi ManuelII se réfugia au Royaume-Uni. L'année suivante, une nouvelle constitution fut adoptée, séparant ainsi l'Eglise de l'Etat. Cette période républicaine a cependant connu de nombreux déboires.

Le Portugal s'engagea en 1916 dans la Ière Guerre Mondiale aux côtés des alliés en France et en Afrique. À la fin de la guerre, le pays était au bord de la faillite et sous le joug d'une épidémie de grippe espagnole. L'agitation sociale était alors très grande et cette période fut ponctuée de nombreux coups d'état manqués. Le 28 mai 1926, un coup d'état militaire mené par le général Gomes Dacosta aboutit finalement à la mise en place d'une dictature militaire et à la fin de la République. Les chefs de gouvernement se succèdèrent avec d'abord Mendes Cabeçadas puis Gomes Dacosta, lui-même renversé par João José Sinel de Cordes qui mit au pouvoir Óscar Carmona. En deux ans, ce gouvernement instable ne parvint pas à rétablir la situation économique du pays.

Devant l'agitation grandissante, un nouveau gouvernement fut nommé en 1928 avec, en son sein, António de Oliveira Salazar (cf *illustration 01*) au poste de ministre des Finances. Celui-ci réussit en un an à rétablir l'équilibre budgétaire du pays et il étendit son influence et celle de son parti créé en 1930, l'Union Nationale. Il fut nommé président du conseil en 1932. L'année suivante, en 1933, une nouvelle constitution établit l'Estado Novo (Etat Nouveau), imposant le parti de l'Union Nationale comme parti unique, interdisant le parti communiste et rétablissant les droits de l'Église et du catholicisme.

C'est en 1968 que António de Oliveira Salazar quitta le gouvernement suite à une attaque cérébrale, marquant ainsi la fin de l'État Nouveau. Le pouvoir fut alors récupéré par Marcelo Caetano optant pour un régime de « rénovaçao na continuidade » (rénovation dans la continuité) qui s'acheva en 1974 avec la révolution des Oeillets. Cette dernière, menée par António Spínola, est un coup d'état qui renversa pacifiquement le gouvernement et qui permit au Portugal de mettre en place une démocratie qui n'a pas était remise en question jusqu'à présent.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Illustration 02 :
Affiche de propagande pour le parti de l'union nationale. Elle met en avant la place du catholicisme et de l'empire colonial portugais dans la propagande de l'époque.

Le Salazarisme

Le régime de l'État Nouveau peine à être qualifié. Historiens et politologues sont divisés quant à son caractère fasciste tant il se distingue de ses homologues européens. Yves Léonard, historien spécialiste du Portugal, fait d'ailleurs état de cette complexité dans son ouvrage datant de 1996 :

> « Singulier comme tout régime en tant que phénomène historique, le salazarisme échappe ainsi à une classification simplificatrice qui l'incorporait abusivement à la catégorie des fascismes.»[1].

Le mot fascisme fait référence à un régime s'apparentant au fascisme italien (le mot vient de l'italien fascismo, de fascio, faisceau). Hors le régime de l'État Nouveau se distingue de celui de Mussolini par l'absence de mouvement de foule. Luis Reis Torgal, historien portugais, défend la qualification fasciste de ce régime au sens large du soit en parlant de «fascisme générique»[2]. Par ce terme il désigne la nature autoritaire du régime et bien qu'il y ait effectivement une absence de mouvement de foule le gouvernement exerce quand même un contrôle de la population par divers vecteurs que nous verrons. Pour décrire ce régime, Torgal reprend l'expression issue de la thèse de Manuel de Lucena en 1976 sur l'Etat corporatiste portugais qui écrit que le régime est:

> «un fascisme sans mouvement fasciste»

L'État Nouveau se caractérise par la mise en place de la censure et de campagnes de propagandes (cf *illustration02*) mais aussi par l'omniprésence de la police politique qui s'occupe de la prévention et la répression dans le pays, caractéristiques typique des régimes autoritaires.

La longévité du régime de l'État Nouveau est remarquable, Salazar est en effet resté au pouvoir de 1932 à 1969 soit durant trente sept ans, ce qui le place comme la plus longue des dictatures nationalistes du XXème siècle en Europe (c'est-à-dire environ autant que Francisco Franco en Espagne et seize ans de plus que Bénito Mussolini en Italie à la même époque). Un autre aspect de la singularité du salazarisme est la manière dont l'assise du pouvoir repose presque entièrement sur l'Église comme moyen d'encadrement de la population plutôt que sur

1
Yves Léonard, Salazarisme et fascisme, Paris, Éditions Chandeigne, 1996, pp. 11-12

2
Luis Reis Torgal, L'État Nouveau portugais : esquisse d'interprétation, Pôle Sud, volume 22, 2005 pp. 39-48

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Illustration 03 : Discours de Salazar accompagné à sa gauche d'Antonio Ferro.

des outils de contrôle des masses. Toutefois, comme le souligne Antonio Costa Pinto dans son article *le salazarisme et le fascisme européen*[3], si le salazarisme a une « dimension de non mobilisation », le cadre social, culturel et religieux est, lui, fermement posé. On parle alors des «trois F» qui désignent la trinité Fado[4], Football, Fatima[5], symbole des valeurs et de la culture portugaise. Le système scolaire a lui aussi était réorganisé dans un esprit de nationalisme et de catholicisme.

Il est important de noter que cette notion de « non mobilisation » vient aussi de la personnalité de Salazar. Il est décrit comme un homme détestant les mouvements de foules, ce qui le démarque singulièrement des dictateurs européens contemporains.

António de Oliveira Salazar est issu d'une famille modeste, catholique et conservatrice. Il étudia le droit à Coimbra et y enseigna par la suite la finance avant d'intégrer le gouvernement puis de fonder l'Etat Nouveau. Bien qu'il soit la figure centrale du régime, avec une image de sauveur puisqu'il a su redresser les finances du pays, Salazar ne mis pas en place de culte autour de sa personne, évitant les contacts avec le peuple qinsi que les grands discours. Il gouverna le pays depuis une tour d'ivoire, par timidité et surtout par pragmatisme. Il s'intéressait de plus très peu à l'art, la littérature, la peinture, la sculpture ou encore le cinéma et ne faisait pas partie de son éducation. Conscient de l'importance de la gestion de production artistique et littéraire comme manière de promouvoir le régime, il sut s'entourer des personnes qui créèrent la « façade de l'État Nouveau ».

La représentation du régime

La représentation du pouvoir à travers toute forme d'art est typique des régimes autoritaires. En effet, le contrôle de la production artistique par l'État permet d'atteindre les masses et participe à la domination de la vie quotidienne.

En 1933, la nouvelle constitution légalise la censure et crée une police politique (la police de vigilence de l'État) et un secrétariat de propagande nationale (Secretariado da Propaganda Nacional ou SPN). C'est Antonio Ferro qui pris tête de ce dernier, devenant ainsi ce qu'il appelait lui même le « metteur en scène » du régime. Journaliste et poète, il participa à l'articulation entre la production

3
Antonio Costa Pinto, le salazarisme et le fascisme européen, Vingtième siècle, revue d'histoire, Éditions Chandeigne, volume 62, 1999, pp. 15-25

4
Le Fado est la musique traditionnelle portugaise. Il s'agit d'un chant mélancolique (féminin) accompagné d'instruments à cordes. Ces chants ont en général pour sujet l'amour, la peine, la saudade (sorte de nostalgie mélancolique), les difficultés de la vie. Ils véhiculent une idée de fatalité, de destinés, l'éthymologie du mot est d'ailleurs « fatum » qui signifie le destin en latin.

5
Fatima désigne le catholicisme. Notre dame de Fatima désigne la vierge Marie.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Illustration 04: Photographie des logements sociaux d'Alvalade.

Illustration 05: Photographie du Stade National de Lisbonne.

artistique et le régime autoritaire. D'abord directeur à vingt ans du journal Orpheu, il conviait de nombreuses personnalités politiques européennes pour des interviews. Rédacteur dans un journal nommé Diaro de Noticia depuis 1923, Ferro publia de nombreuses interviews de dictateurs européens tel que Mussolini ou Hitler. Il ne cachait d'ailleurs pas sa grande admiration pour le dictateur italien. Mais c'est en Salazar qu'il trouva le dictateur « idéal ». Il publia d'abord des interviews de Salazar, permettant ainsi au chef de l'État de diffuser ses idées. Ces textes constituent ce que l'on pourrait appeler le « manuel de l'an I » de l'État Nouveau. Ils furent ensuite regroupés en 1932 dans un livre appelé *Salazar, o homem e a sua obra* (Salazar, l'homme et son œuvre). Par ce texte, Ferro rendit accessible la doctrine salazariste au grand public. Il fut nommé secrétaire de la propagande nationale en 1933, après avoir déjà préfiguré la tache. Antonio Ferro fut l'homme responsable de l'utilisation politique de l'art pendant l'État Nouveau. Il défendit plus l'utilisation de la modernité à des fins politiques que le modernisme lui-même.

La figure politique marquante de l'Etat Nouveau dans le domaine de l'architecture est Duarte Pacheco. Il a été ministre des travaux publics et de la communication et siégeait au conseil municipal de Lisbonne. C'est sous sa direction que furent lancés de nombreux projets dans des domaines différents comme les travaux publics les transports, la communication, l'enseignement ou la culture. Parmi eux les logements sociaux d'Alvalade (cf *illustration 4*), Encarnação, Madredeus et Ajuda, à Lisboa, as auto-estradas Lisboa-Vila Franca de Xira e Lisboa-le stade «Estádio Nacional»(cf *illustration 5*), la station maritime de Alcântara, l'aéroport de Lisbonne, l'institut national de statistiques, la maison de la monnaie ou l'organisation de l'exposition du monde portugais dont nous reparlerons. Il fut aussi à l'initiative de la planification de la ville de Lisbonne dès le début de l'État Nouveau.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Illustration 06: Photographie de l'ensemble de l'IST de Lisbonne.

Illustration 07: Photographie de l'église de Nossa Senhora de Fatima

Esthétiques architecturales du salazarisme

L'État Nouveau, bien que profondément conservateur et nationaliste, se voulait, comme son nom l'indique, porteur de nouveautés. Dans le contexte de développement du modernisme en Europe, le panorama portugais semblait alors offrir des conditions idéales pour l'expression des architectes et artistes modernes. Soutenus par Antonio Ferro et sous l'impulsion de Duarte Pacheco, les jeunes architectes modernistes portugais eurent l'occasion de répondre aux commandes publics pour les grands travaux engagés par le gouvernement dans les domaines des transports et de l'éducation notament. Un groupe d'architectes se forma alors autour du gouvernement. On y trouvait Cristino Da Silva, Cassiano Branco, Pardal Morteiro, Adelino Numes, Rogério de Azevedo ou encore Jorge Segurado.

Pardal Monteiro (1897-1957) fut l'architecte des équipements de l'IST (Institut Supérieur technique) de Lisbonne (cf *Illustration 06*). Cette œuvre marqua le début de la transition entre art déco et modernisme. En effet, l'ornementation issue de l'esthétique Art Déco est toujours présente mais les jeux de volumes et les façades sont liés à l'esthétique moderniste en constitution. Il s'agit d'une œuvre gigantesque, en accord avec l'image que le gouvernement voulait donner de l'Etat Nouveau. Pardal Monteira fut aussi l'architecte de l'église Nossa Senhora de Fatima, cosntruite en 1938. Si l'on considère l'IST de Lisbonne comme l'oeuvre marquant le début de la première période moderniste de l'architecture portugaise, l'église Nossa senhora de Fatima (cf *Illustration 07*) peut être considérée comme celle en annonçant la fin. Ce bâtiment, construit en béton, est constitué d'une nef à toiture plate flanquée de deux nefs latérales plus basses. La verticalité du clocher apporte à la composition de la façade une asymétrie liée à l'esthétique moderne. La structure de l'édifice est lisible de l'extérieur est la matérialité du béton est mise en avant.

Cette période moderne, dont la production était largement contrôlée par l'État, présentait encore des signes d'esthétique art déco voire classique. Elle ne dura cependant que peu de temps puisqu'à partir de 1938, le gouvernement décida de créer une esthétique propre au régime.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Illustration 08 : Photographie du «monument aux découvertes» et du pavillon du miroir d'eau.

Illustration 09 : Photographie du pavillon du Brésil.

L'exaltation du nationalisme portugais qui prit place dès la fin des années 1930 amena à délaisser petit à petit le modernisme au profit d'un style issue de la tradition constructive portugaise : le *português suave* ou style nationaliste. C'est l'exposition du monde portugais de 1940 qui fut le pivot de la définition de l'image culturelle du salazarisme.

Illustration 10 : photographie de Belem la veille de l'inauguration de l'exposition du monde portugais de 1940.

Cette exposition avait pour but de célébrer le Portugal et sa culture, mais aussi et surtout de mettre en valeur le régime salazariste et son pouvoir. L'exposition prit place à Belem, sur la rive droite de Lisbonne, devant le *monasteiro dos Jeronimos*. Elle se constituait d'une grande place (qui existe toujours et est controversé du fait des buissons taillés en symboles colonialistes) et de pavillons dédiés à l'histoire du Portugal et de son empire colonial. Dix-sept architectes travaillèrent sur ce projet, des modernistes comme Cristino da Silva, Porfírio Pardal Monteiro, Carlos Ramos ou José Conttinelli Telmo, mais aussi traditionalistes. Parmi ceux-ci, Raul Lino, théoricien de la maison portugaise, Gonçalo Mello Breyner, Keil do Amaral ou Vasco Regaleira. La collaboration de douze architectes aux esthétiques différentes amena à se côtoyer sur un même site des bâtiments modernes et d'autres faisant référence à la tradition de construction portugaise. Ainsi sur l'*Illustration 08* nous pouvons voir se côtoyer une statue à la gloire de l'empire colonial portugais appelée «monument aux découvertes» (démolie, puis recontruite, on peut toujours voir cette statue à Belem), le pavillon *Espelho de Água* (pavillon du miroir d'eau) de Cortellini Telmo à la volumétrie moderne, alors que plus loin, le pavillon du Brésil de Raul Lino présente une écrire architecturale plus classique (cf *Illustrations 09*).

Les règles mises en place lors de l'exposition furent les bases d'une esthétique qui ne serait non pas internationale, à l'instar du modernisme, mais nationale.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Illustration 11 : Photographie de place Areeiros telle qu'elle était à l'époque

Un des projets de référence de l'esthétique de l'État Nouveau est la place Areeiros de Lisbonne projetée en 1938 par Cristino Silva (cf *Illustrations 11 et 12*). Cette place rassemble quelques-unes des caractéristiques majeures de l'architecture sous l'État Nouveau. On y trouve de nombreux éléments classiques comme le rétablissement de l'étage noble par un traitement différencié des façades et des ouvertures, la présence d'arcades au rez-de-chaussée, l'utilisation d'ornements décoratifs tels que des pilastres et des entablements (bien que les bâtiments soient construit en béton, cela ne devait pas se lire dans l'expression architecturale), le respect strict de la symétrie mais aussi l'insertion d'éléments faisant référence à la maison traditionnelle portugaise comme les toits en tuiles et les cheminées. On considère cette place comme le premier projet de style *português suave*.

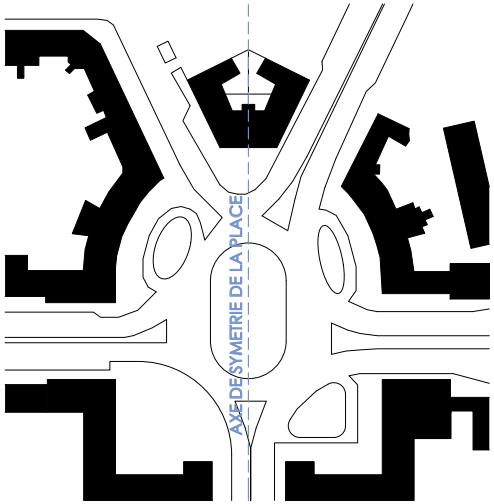

Illustration 12 : Plan poché de la place

Ce style architectural fut pendant dix ans un moyen pour le gouvernement de traduire ses idées nationalistes et traditionalistes. L'État chercha à mettre en place un *modus operandi* pour concevoir l'architecture qui constituerait la façade du Portugal et de ses colonies. Cependant, étant donnée la nature proche du pastiche architecturale des prérogatives de l'État, la démarche n'avait semble-t-il pas suffisamment de force et de fondements pour constituer un modèle durable.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Illustration 13 :
Photographie des bâtiments du quartier de Estacas à Alvalade, Lisbonne

Illustration 14 :
Photographie du siège de la fondation Gulbenkian

Le Ier congrès National d'Architecture se teint en 1948 et marqua le seconde tournant de l'expression architecturale sous l'État Nouveau. Duarte Pacheco étant mort, Cortinelli devait prendre sa succession. Cependant, des architectes modernes firent barrage à cette décision. Les membres du groupe ODAM (Organisation Des Architectes Modernes) de Porto et ceux de l'ICAT (Initiatives culturelles art et techniques) de Lisbonne ainsi que certains architectes de la première vague moderniste proposèrent une réforme totale de l'architecture et de l'urbanisme portugais. Cet épisode marqua le début du renouveau de l'architecture moderne au Portugal. Cette réaction des architectes eut pour effet de retirer le rôle politique de l'architecture au profit des utilisateurs. La proposition des ces groupes d'architectes comme l'a écrit Nuno Portas leur permit de :

> «... présenter au gouvernement une image d'unité sur deux points importants : le rejet du *Portugues suave* et le besoin d'attention quant au gravissime problème du logement et le travail des architectes et urbanistes modernes à sa solution.»[4]

L'architecture produite à la suite de cette réaction moderne n'était cette fois plus teintée d'esthétisme d'Art Déco comme le fut la première vague. La politique en matière de logement social évolua aussi en faveur de programmes de logements collectifs afin de faire face à la crise du logement. Les architectes réfutèrent aussi tout style d'État et revendiquèrent leur liberté et autonomie vis à vis du régime. L'influence de l'architecture de Le Corbusier, Oscar Niemeyer et de la charte d'Athènes se fit aussi sentir dans la production architecturale. Les logements du *Bairro das Estacas*, de Formozinho Sanchez et Rui Autoguia (achevés en 1954) suivaient par exemple les préceptes de la charte d'Athènes. En effet, le rez-de-jardin n'est occupé que par les entrées de bâtiments, permettant ainsi de libérer le sol et de créer de vastes espaces verts continues. De plus, tous les logements bénéficient d'une double orientation Est-Ouest permettant un éclairement optimal et assurant la salubrité. Dans le domaine publique, le bâtiment du siège de la fondation Goulbenkian par Alberto Pessoa, Pedro Cid et Rui Atouguia datant de la fin des années 1960 fait lui aussi figure d'exemple par son utilisation du béton et son intégration au paysage.

4
PORTAS, N. (2004), «A habitação social». Porto : FAUP. 189p

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Illustration 15 :
Cartographie de l'étendue de la ville en 1911

Illustration 16 :
Cartographie de l'étendue de la ville en 1950

LA POLITIQUE URBAINE DE LISBONNE

Les prémices

De l'époque des grandes découvertes où l'empire portugais rayonnait à travers le monde entier, il reste aujourd'hui principalement une urbanisation macrocéphale du pays, dominé par Lisbonne, seule ville à taille européenne du Portugal. Si Porto est la deuxième plus grande ville du Portugal, elle ne représente néamoins depuis le XIXème siècle qu'un tiers de la population de la capitale et les autres villes du pays sont de tailles modestes. Les statistiques du début du XXème illustrent parfaitement cette macrocéphalie urbaine. En effet Lisbonne compte 350 000 habitants, Porto 170 000 tandis que les villes de Braga, Sétubal et Coimbra rassemblent entre 15 000 et 20 000 habitants chacune.

Au XVIème siècle, Lisbonne concentrait 1/10 de la population du pays et en 1750 elle était la cinquème ville la plus peuplée d'Europe. Le poids de la ville de Lisbonne varia au cours des siècles suivants, aussi bien au niveau national qu'européen. En effet, elle n'abritait plus que 6% de la population au début du XIXème siècle et occupait le quatorziemme rang européen. Elle retrouva dans les années 1930 sa position de la fin de la Renaissance. La croissance de Lisbonne a été maximale au milieu du XIXème siècle lors de l'industrialisation du pays qui produit comme dans la plupart des pays européens une vague d'exode rural gonflant ainsi très rapidement les deux villes principales du pays. La transition du stade de grande ville à celui de métropole se fit au cours du XXème siècle entre les années 1930 et 1950, soit précisément pendant la dictature de l'État Nouveau. On constate pendant cette transition une différence d'approche avec les grandes villes européennes. En effet, là où les quartiers périphériques tendaient à prendre le pas sur les centres anciens des grandes villes dans d'autres pays, la ville portugaise continua à se développer autour de quartiers traditionnels. On vit transparaître à travers cette différence, la politique nationaliste et conservatrice du gouvernement sur laquelle nous reviendrons plus tard.

Les invasions françaises au Portugal ont été indirectement responsables de la tardive industrialisation du pays. En effet, les armées de Napoléon tentèrent d'envahir le Portugal à trois reprises en 1807, 1808 et 1810-1811 suite à la guerre des Oranges de 1801 résultant de l'alliance de la France et de l'Espagne. Menacée par cette guerre, la famille royale se réfugia au Brésil fondant le royaume

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
MEMOIRE SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Illustration 17 :
Image des avenues de la liberté.

Illustration 18 :
Plan général d'amélioration

uni du Portugal, du Brésil et des Algarves dirigé par la reine Marie Ière puis par le roi Jean VI. Les ports brésiliens furent ouverts aux nations amis favorisant les intérêts du Brésil et de l'Angleterre et amenant le pays vers son indépendance. Cette dernière survint en 1824, destabilisation fortement l'organisation économique du Portugal, principalement basée sur l'argiculture. La révolution industrielle se fit donc plus tard que chez ses voisins européens.

Les premières règlementations urbanistiques datent de 1864. Ce sont les *planos geral de melhoramentos* soit plans généraux d'amélioration. Ces derniers furent influencés d'une part par les travaux d'Haussman à Paris dans les années 1850 et 1860 créant de larges artères et des axes majeurs dans le tissu urbain existant. D'autre part, le modèle espagnol a lui aussi inspiré la réglementation portugaise notamment à travers la construction de villes nouvelles en Amérique latine. La même année, un corps d'ingénieurie civile fut formé, marquant, bien qu'il ne subsista que quatre années, le désir d'organisation du gouvernement. Le dernier quart de siècle fut marqué par la réalisation de deux projets fondateurs de la ville telle que nous la connaissons aujourd'hui qui sont l'*Avenida da liberdade* (les avenues de la liberté) entre 1879 et 1886 et le port de Lisbonne dont la construction démarra en 1887. Ce dernier coupa la relation de la ville avec le Tage et favorisa son expension dans un axe perpenciculaire à celui-ci. Il s'agit d'une opération à la fois urbaine et spéculative visant à la structuration des classes sociales. Les avenues, dont on doit la réalisation au marquis de Pombal, sont principalement constituées d'habitations bourgeoises.

Après la Ière Guerre Mondiale, l'instabilité politique dont nous avons parlé précédemment aidant, la continuité de la construction urbaine se vit remise en cause et des quartiers périphériques isolés virent le jour. Les opérations immobilières étaient principalement d'ordre commercial et la spéculation était très forte. Vers la fin des années 1920, une loi facilitant le crédit et l'exonération fiscal vint renforcé ce phénomène d'opération commerciales, accentuant ainsi la ségrégation social. Nous reparlerons de cela par la suite. C'est donc dans ce contexte que débuta la dictature de l'État Nouveau et avec elle la volonté de contrôle sur la ville et ses habitants qui ressortira fortement dans les décisions prises.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

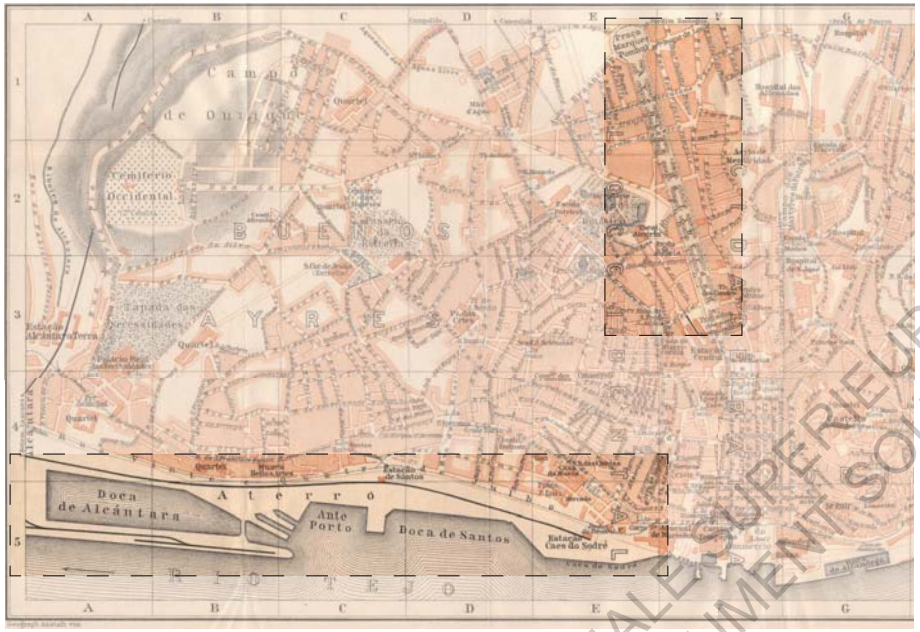

Illustration 19 :
Carte de Lisbonne en 1901 avec repérage des avenues de la liberté et du port.

Les limites géographiques de la ville

La réalisation des avenues nouvelles dont fait partie l'avenue de la liberté favorisa l'extension de la ville vers le nord. On constate sur la cartographie de 1901 (cf *illustration 19*) que les avenues nouvelles firent franchire la voie ferrée à la ville pour la première fois. Partant de ce constat, et étant donné l'instabilité politique et la dominance des opérations commerciales, les constructions qui se firent au-delà de ce chemin de fer crèèrent une articulation urbaine difficile avec le centre ancien. De ce fait les nouveaux quartiers construits furent difficile d'accès et la ségrégation sociale était forte d'autant que la demande en logement était croissante puisque la ville de Lisbonne passa de 356 009 habitants en 1930 à 594 390 en 1930.

La gestion de la ville : un outil de contrôle

Lorsque Salazar arriva au pouvoir, la ville était donc en pleine extension avec des problèmes sociaux dans les quartiers pauvres et une bourgeoisie ayant le contrôle de la construction immobilière. Comme nous l'avons vu plus tôt, le gouvernement se voulant novateur se reposa sur l'esténtique moderne pour le représenter en terme d'architecture. Cela eut pour effet notamment d'amener à construire des bâtiments aux façades plus neutres, relativement simples du point de vue formel qui vinrent en un sens contrarier le processus de ségrégation sociale en place dans la ville. En 1930 de nouvelles règlementations furent publiées, définissant trois zones qui sont la « 1a zona » qui désigne les grandes artères centrales, la « 2a zona » incluant le reste de la « tâche d'huile » construite et la « 3a zona » qui elle est la périphérie pauvre et dégradée. Cette classification est donc le constat de la situtation urbaine de la ville de Lisbonne au début de l'État Nouveau.

La grande avancée du point de vue urbain se fit au ministère des travaux public et de la communication (Ministro das Obras Publicas e Comunicaçoes) sous la direction de Duarte Pacheco. Ce processus commença par le repérage par le gouvernement de cet outil comme indispensable au développement de la ville et surtout par la création préalable des conditions adéquat à la consitution et l'application d'un tel plan. Entre 1932 et 1934, des groupes de travail furent formés sur le sujet. Le 21 décembre 1934, un décret

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Illustration 20 :
Premier plan d'urbanisation de la ville de Lisbonne

fut publié, déclarant la nécessité pour chaque municipalité de plus de 2 500 habitants d'avoir un plan d'urbanisation. Le code de l'administration de l'État Nouveau entra en vigueur en 1936 (« codigo administrativo do Estado Novo ») permettant de concentrer au sein de l'État des pouvoirs en terme d'urbanisme qui devaient être exercés par les municipalité. Ce code est une manière de mettre en place un contrôle sur la ville et surtout sur son organisation sociale. Il s'agit là d'un procédé commun dans les dictatures mais dans le cas présent, le fait de retirer tout pouvoir aux municipalités ralenti considérablement le processus et notamment dans les petites villes pour lesquelles toutes les décisions sont prises à Lisbonne.

Les premiers plans d'urbanisation

Sous la direction de Duarte Pancheco, les premiers plans directeurs d'urbanisation de la ville de Lisbonne furent produits. Ces derniers avaient pour but de planifier l'extension de la ville de manière organiser en repérant les zones ayant un potentiel constructible.

Le plan de la ville fut conçu avec une extension dans l'axe Nord-Ouest, vers le chemin de fer. Ce choix fut à l'origine d'une déconnexion de la ville et du fleuve. Ce développement vers le Nord permit au rail et aux entreprises de transport fluvial d'occuper les rives. Sur ce plan (*cf illustration 20*), la ville est encore contenue dans l'espace entre les principales collines. Le développement de la deuxième moitié du XXème siècle fut rapide et dépassa largement les limites de ce premier plan. Les urbanistes portèrent leurs effort sur le centre ville, avec les grands projets dont nous avons parlé, délaissant les quartiers extérieurs. Ceci favorisa le développement d'habitats précaires en périphérie, très peu déservie. Ce phénomène, couplé avec l'inefficacité de la production du logements amena à la création de bidonvilles dont certains existent encore aujourd'hui dans la ville à l'instar du quartier de «Cova da Moura» qui est aujourd'hui l'une des banlieues les plus dangereuses de Lisbonne.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Programme	Agglomération	Logements sociaux
Maisons économiques (situation en 1950 : construites)	Lisbonne	3 797
	Porto	1 615
	Coimbra	495
	Autres (12)	1 367
	Total	7 274
Maisons économiques (plan de 1943)	Lisbonne	2 500
	Porto	500
	Coimbra	500
	Almada	500
	Total	4 000
Maisons démontables	Lisbonne	1 540
	Porto	500
	Coimbra	100
	Total	2 140
Maisons à loyer économique	Lisbonne	2 266
	Almada	60
	Cascais	48
	Alcanena	20
	Évora	96
	Famalicão	28
	Guimarães	90
	Matosinhos	82
	Total	2 490
TOTAL		15 904

Tableau 01 : Localisation et nombre de logements construits entre 1932 et 1950

LE RÔLE DE L'ÉTAT DANS LA COSNTRUCTION DU LOGEMENT SOCIAL

Le type de promotion

Nous avons vu précédemment que le régime de l'État Nouveau cherchait à garder le contrôle sur la ville, le logement était donc un moyen de hiérarchiser la population par l'intermédiaire de règlementations et politiques urbaines. C'est l'aspect normatif de l'intervention de l'État. Il est cependant intéressant de se pencher sur les autres manières dont dont l'État intervint sur le marché immobilier.

Du point de vue financier, le nouveau ministère des travaux publics avait pour principal outil la distribution de subventions du "fond d'assistance chômage" ("*Fundo de Desemprego*"). De plus dans le cadre du logement social, les taux d'intérêts des emprunts furent bonifiés et les délais d'amortissement élargis. L'action de l'État ne s'arrêtait cependant pas aux considérations purement financières. En effet, l'acquisition de sol pouvant être urbanisé devint plus facil. De plus, 75% de la rémunération de chômeur employés comme main d'oeuvre par la mairie ou un organisme d'État fut prise en charge par l'État et un "*comissariado do desemprego*" (soit service du chômage) fut mis en place pour l'importation des matières premières et combattre la spéculation. Enfin, de nouveaux types de baux urbains furent créés avec des loyers sociaux dans les quartiers municipaux ainsi que des loyers en accession à la propriété dans les quartiers de maisons économiques. Toutes ces mesures nouvelles avaient pour but de démarrer une politique de logement social avec des programmes nouveaux et en accord avec les plans d'urbanisme dont nous avons parlé plus tôt.

L'État encouragea aussi l'initiative privée entre autres par ces plans d'urbanisations et la répression des constructions clandestines. Le «*comissariado do desemprego*» praticipait aussi à hauteur de 50% à la rémunération des chômeurs des entreprises privées et ces dernières bénéficièrent aussi de la lutte contre la spéculation pour les matériaux de construction. Enfin, en terme de bail urbain, le Dec. N°15289 donna la possibilité de fixer les loyers librement et de donner un ordre d'expulsion immédiate.

Notons qu'il n'y eut aucun soutien direct aux mouvements sociaux émergeants, mais plutôt une liste de dispositions permettant à l'État de mettre en place ses programmes de logements sociaux et aux entreprises privées de relancer leur activité. L'Etat

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

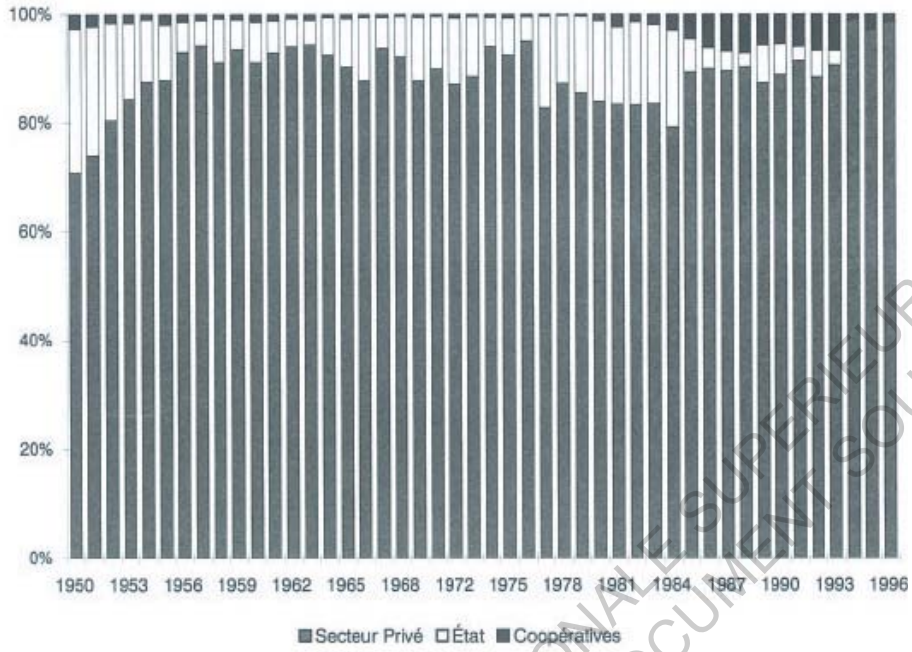

Diagramme 01 : Proportion de logements construits par les promoteurs, l'État et les coopératives

assumait diretement la politique de logement social mais on verra par la suite que la part de l'initiative privée prit une part tellement importante sans encadrement de l'État que cela amena à des dérives en terme de qualité du logement produit.

Le désengagement de l'État

Dès 1933, les premiers programmes de maisons économiques furent mis en place par l'État. La production de ces logements fut le fruit de la collaboration avec les mairies, les corps administratifs et les organismes corporatifs. Comme nous l'avons vu auparavant, l'intervention de l'État se limitait à rendre plus facile la construction de logements par le biais d'aides fiscales ou de la politique des sols. Cet engagement restreint dans la production du logement à vocation sociale souligne le caractère corporatiste de l'État Nouveau, dépourvu de politique sociale. À partir de 1938 l'État chercha à faire participer les capitaux privés pour la construction des programmes de maisons économiques, se désengageant encore du processus. Le financement était alors principalement assuré par la sécurité sociale alors que les institutions et le Trésor Public participaient de manière moindre. En effet, bien que le Portugal ne participa pas à la seconde guerre mondiale, le budget fut fragmenté pendant cette période du fait de l'instabilité du continent européen.

Une des mesures prises par le gouvernement qui impacta le plus fortement la situation actuelle des logements dans le centre ville de Lisbonne fut la loi n°2030 datant de 1948. Cette loi provoqua le gel des loyers à Lisbonne et Porto. Cela amena à une diminution considérable du marché locatif et pose encore aujourd'hui des problèmes dans certains bâtiments du centre ancien où des baux anciens empêchent les propriétaires de louer à des prix suffisemment élevés pour permettre l'entretien du bâtiment. Ainsi cette mesure amena progressivement à un déficit de logement dans le centre-ville et l'on en voit encore aujourd'hui les séquelles dans les centre ville de Lisbonne et Porto où de nombreux bâtiments délabrés commencent tout juste à être massivement rénovés et où la population locale vit principalement dans les quartiers périphériques du centre ancien. Les autres villes du Portugal ne subirent pas cette réglementation et leur centres-ville ne connaissent pas les mêmes

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Années	Secteur privé	État	Coopératives
1950	6 814	2 531	258
1951	7 104	2 276	217
1952	11 520	2 552	235
1953	14 169	2 348	277
1954	14 707	1 915	277
1955	16 526	1 903	361
1956	19 388	1 173	296
1957	21 860	1 073	260
1958	28 867	2 538	265
1959	24 577	1 426	272
1960	24 290	1 995	375
1961	27 688	1 759	356
1962	27 908	1 501	257
1963	28 070	1 319	321
1964	32 327	2 386	231
1965	31 575	3 077	288
1966	31 532	4 143	216
1967	38 721	2 368	239
1968	36 180	2 882	169
1970	24 570	3 221	184
1971	32 409	3 453	145
1972	35 421	4 895	295
1973	37 141	4 559	233
1974	40 810	2 339	253
1975	29 563	2 180	224
1976	28 569	1 296	163
1977	28 896	5 848	149
1978	30 043	4 235	101
1979	31 136	5 154	140
1980	32 084	5 665	482
1981	32 226	5 490	916
1982	33 207	6 060	590
1983	31 917	5 525	749
1984	3 2771	7 294	1 233
1985	31 759	2 153	1 611
1986	34 538	1 425	2 403
1987	34 843	1 395	2 665
1988	42 470	1 188	3 374
1989	51 921	4 037	3 420
1990	55 219	3 462	3 415
1991	57 795	1 599	3 822
1992	46 154	2 434	3 560
1993	57 182	1 602	4 287

Source : INE, Estatísticas da Construção e Habitação (statistiques de la construction et de l'habitation)

Tableau 02 :
Logements construits entre 1950 et 1993

problèmes aujourd'hui d'autant plus que comme nous l'avons dit précédemment Lisbonne et Porto sont largement plus peuplées que les autres. Nous reparlerons de ces conséquences par la suite.

Malgré les dispositions prises par l'État vis à vis de l'initiative privée, cette dernière s'avèra peu intéressée par les programmes de maisons économiques mis en place par le gouvernement. Ces programmes de maisons individuelles avec jardin ne constituaient en effet pas une source de bénéfice suffisant et en 1956 l'État mit en place le logement privé subventionné. Cela marqua le début de la construction de programmes de maisons à loyers modérés dont nous reparlerons également par la suite. Le contrôle de l'État s'exerçait au niveau des loyers mais aussi des règles d'attribution et du droit de permanence et d'expulsion des locataires. Cette sélection des populations habitant dans ces logements amena à refléter la composition de la société de l'État Nouveau au sein des quartiers. La contrepartie pour l'initiative privée consistait en une exonération de taxe, de terrains à bas prix, d'une assistance technique gratuite et comme précédemment des prix fixes sur les matériaux.

On constate pendant cette période que malgré l'intervention de l'État, la promotion privée resta largement dominante. D'une part le gouvernement de l'État Nouveau n'avait pas comme but de soutenir des initiatives sociales mais plutôt de faire passer à travers la construction de logement une représentation d'un « idéal » de la manière de vivre au Portugal. De plus, par opposition à ses voisins européens, le Portugal fit le choix de construire des logements individuels pour faire face à la crise du logement ce qui emmena par la suite à des conséquences graves pour le parc immobilier portugais. Le résultat de cette orientation du type de logement à construire fut le désintérêt des capitaux privés et la nécessité pour le gouvernement de revenir sur ses prérogatives strictes. On constate d'ailleurs une différence majeure entre le nombre de logements construits par l'État et par les promoteurs. En effet, d'après les chiffres de l'INE, 2 531 logements furent construits par l'État contre 6 814 par le secteur privé. Et l'écart augmenta encore après la mise en place de subventions de 1956 avec en 1957, 1 073 logements construits par l'État contre 21 830 construits par les promoteurs (cf *tableau 02*).

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

partie II

LA POLITIQUE DE LOGEMENT SOCIAL DE L'ETAT NOUVEAU

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Illustration 21 :
Carte des zones d'interventions dans la ville de Lisbonne.

LE PROGRAMME DES MAISONS ÉCONOMIQUES

Le programme et ses enjeux

Comme nous l'avons vu précédemment, lorsque Salazar arriva au pouvoir, le Portugal connaissait une période de pénurie de logements. La promotion privé, sans contrôle de l'État, avait amené à la construction de logements insalubres en périphérie des villes. Le gouvernement de l'É tat Nouveau décida donc de s'engager dans des programmes de construction de logements dont certains avaient déjà été planifiés pendant la dictature militaire. Afin de pouvoir mettre en place ces programmes, nous avons vu précédemment que le gouvernement avait créé des conditions financières et foncières favorables pour construire à bas coût. De plus, les zones concernées par la construction de ces logements firent l'objet d'une vague d'expropriation qui fit migrer encore une fois les populations les plus démunies vers la périphérie. Cette dernière, très mal desservie devint un lieu de marginalisation des populations y habitant.

Le programme de maisons économiques fut le premier des trois programmes mis en place par le gouvernement pour palier au manque de logement au Portugal. Les choix qui furent fait quant au type de logement à construire correspondent à l'idéologie portée par le régime. Les typologies de logements étaient basées sur les supposées valeurs et modes de vie traditionnels de la population portugaise. En effet, ces programmes étaient constitués de maisons individuelles destinées en principe aux foyers venant de la campagne vers la ville. De ce fait, ces quartiers s'inspirèrent dans leur conception des cités jardins théorisées à la fin du XIXème siècle par Ebenezer Howard. Ce dernier proposait une nouvelle forme d'urbanisme alliant les atouts de la ruralité et de l'urbanité. Dans le concept de cité jardin, la communauté est implantée sur un plan radio-centrique avec au centre un jardin accueillant les édifices publics. Les logements y sont exclusivement individuels et avec jardins. Toujours dans la théorie de Howard, les maisons se situent sur la ceinture périphérique et sont desservies par un réseau de chemin de fer assurant l'accès facil aux manufactures, entrepôts et marchés.

Bien que ce concept des cités jardins soit cité comme référence dans les projets de maisons économiques, leur influence reste à modérer. En effet, il s'agit certes de maisons avec jardin mais on

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Classe	types	Nombres de pièces	Nombre de chambres
A	II	6	2
	III	7	3
	IV	9	5
B	I	7	2
	II	8	3
	III	9	4
	IV	11	6
C	I	9	3
	II	10	4
	III	11	5
	IV	13	7
D	I	10	3
	II	11	4
	III	12	5
	IV	15	7

Tableau 03:
Classes et types de logements.

Illustration 22
Photographie du quartier «do arco do arco»

n'y retrouve pas l'idée de communauté quasi indépendante dans la ville ni la desserte par des voies de communications comme le rail.

L'attribution des logements se faisait en fonction de l'âge des occupants, leurs professions et leurs revenus. Le chef de famille devait avoir entre 21 et 40 ans pour pouvoir prétendre à la location d'une maison économique et être soit un employé ou ouvrier faisant partie du syndicat national soit un fonctionnaire d'Etat civil ou militaire. Le type de logement attribué était ensuite choisis en fonction de la taille de la famille répartie en trois catégories : le type I correspondait aux couples sans enfants, le type II aux couples avec peu d'enfants ou du même sexe et le type III aux couples avec des enfants des deux sexes ou de nombreux enfants du même sexe. Le type IV fut créé en 1954 et concernait les couples avec de nombreux enfants des deux sexes. (*cf tableau 03*) Les logements étaient quant à eux répartis en classes relative à une classification social. La classe A était la classe sociale la plus élevée tandis que la classe D était la plus basse. La classification de A à B fut mise en place en 1933 et les classes C et D vinrent compléter le programme en 1943.

C'est la hiérarchie sociale imposée par le gouvernement qui transparait à travers l'organisation de ces quartiers et l'attribution des logements.

Exemple du quartier do arco do cego

Afin d'illustrer ce programme de maisons économiques, nous allons nous pencher sur le quartier « *do arco do cego* » se situant au nord du centre ancien de la ville de Lisbonne, avant la ceinture ferrovière. Il s'agit d'un projet de Edmundo Tavares et Frederico Machado dont la conception date d'avant le début de l'Etat Nouveau. Ce quartier fait partie des cinq qui furent négociés avec la caisse général de dépôt (« caixa geral de deposito »). Les travaux commencèrent en 1919 mais furent stoppés plusieurs fois. Ainsi lorsque Salazar arriva au pouvoir, le quartier était toujours en construction. Le gouvernement décida d'utiliser ce projet de la Iere République comme un symbole du renouveau amené par l'Etat Nouveau. En 1933, il déclara sa responsabilité dans la construction de ce quartier et fit un effort financier et technique afin qu'il voit enfin le jour. Les travaux prirent fin en 1935 et le

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Illustration 23:
Localisation du quartier «do arco do cego»

quartier fut inauguré en grande pompe. Le projet fut alors utilisé comme symbole de l'efficacité et l'organisation du régime.

Le plan du quartier est orthogonal et présente une symétrie par rapport à l'axe central qu'est l'avenue du Dr Magalhaes Lima. Il compte 481 logements dont 361 type A, 101 type B et 12 établissements. Le programme du quartier fut remanier par le gouvernement de l'Etat Nouveau qui ne souahaitait pas y installer d'atelier d'artistes ni de bureaux comme il était prévu au départ et les équipements furent réduits à deux écoles (une pour garçons et une pour filles). En ce qui concerne les commerces, le quartier comptait en 1938 trois merceries, un salon de thé, une crèmerie, un café, une boucherie et une papeterie. La structure *do arco do cego* ainsi que les logements qui y sont construits s'avère très classique. Son intérêt vient de l'organisation social du lieu et le discours du gouvernement sur ce quartier. Tout d'abord le coût important de l'opération mis en avant par le gouvernement comme un gage de son implication dans le problème du logement n'est pas dû à la qualité des ouvrages mais plutôt à la lenteur de mise en œuvre de ce projet. De ce fait, les mal façons sont nombreuses dans ce quartier et les logements proposés n'étaient dès le début pas qualitatifs. Ceci entraîna des demandes de réparation mais aussi des comportements sociaux négatifs comme la dénonciation de travaux non déclarés. Ces logements n'avaient pas de vocation sociale, les habitants étaient sélectionnés avec des revenus stables et une mixité social était recherchée par le biais du système de classe. Cependant, on y retrouvait des comportements similaires à ce que l'on a pu connaître dans les opérations de logements sociaux. Dans les années 1950, la propriété des logements passa du gouvernement à la promotion privée. Le quartier resta similaire à ce qu'il fut dès sa construction par le biais de normes et d'un contrôle des demandes de modification.

Le régime de l'Etat Nouveau avait pour but avec la construction de ces maisons économiques de conserver la structure de la famille comme élément fondateur de la société. On constate d'ailleurs qu'une certaine inertie est présente dans ce quartier, en effet en 1960, 27 ans après l'installation de travailleurs entre 21 et 41 ans, 16% de la population «do arco do cego» sont des retraités contre 8% dans les quartiers alentours. Ce chiffre tend à prouver que les habitants de

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Illustration 24:
Photographie du plan du quartier «do arco do cego»

départ sont restés, ce qui coroborerait l'idée d'une identité sociale créée dans ces programmes de maisons destinées aux familles.

De plus, comme nous l'avons dit auparavant les quartiers de maisons économiques s'inspirent de la théorie des cités jardins dans lesquelles la desserte par des lignes de chemin de fer notamment est primordiale. Cependant, *o arco do cego* se situe dans une zone d'expension de la ville dans laquelle les transports en communs desservent les grandes artères mais ne pénètre jamais le quartier lui-même.

Ce projet de la Ire République et symbole du régime de l'État Nouveau pose la question de l'implication de l'État dans les projets de logements. L'organisation sociale d'une telle opération autour de la famille et de la propriété privée s'est avérée être source de fermeture vis à vis de l'extérieur. Enfin, la construction de maisons individuelles pour répondre à une grande demande de logements s'est avérée peu efficace comparativement aux opérations de grandes ampleur qu'ont pu expérimenter les pays voisins du Portugal.

Illustration 25:
Plan d'un logement du quartier «do arco do cego»

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Illustration 26:
Photographie aérienne du quartier quinta da calçada vers 1940.

Illustration 27:
Photographie du quartier quinta da calçada vers 1940.

LE PROGRAMME DES MAISONS DÉMONTABLES

Le programme et ses enjeux

En 1938, malgré les programmes de maisons économiques, un grand nombre de ménages à faibles revenus étaient encore dans l'impossibilité d'accéder à un logement. Face à ce problème le gouvernement mis en place le 12 Avril 1938 un programme de maisons démontables. Ces logements temporaires étaient destinés à loger les ménages étant dans l'attente de l'attribution d'un logement dans les différents programmes de maisons économiques. Le édcret de loi décrit ce programme comme ceci :

> « Il est jugé commode et même nécessaire que l'on cherche à donner un abri acceptable, dans de petites maisons salubres de construction précaires, à un grands nombre de personnes qui, dans les grands centres, vivent dans des conditions effrayantes et qui ne peuvent pas aspirer à une maison économique. »

Ces maisons étaient construitent en matériaux peu solides afin de faciliter leur destruction par la suite. Elles étaient implantées en bande avec de petits jardin donnant sur la rue.

À Lisbonne, les quartiers de Quinta da Calçada, Fumas et Boavista furent construitent pour ce programme de maisons démontables. Cependant, à la suite de la seconde Guerre Mondiale et de ses retombées économiques, malgré la neutralité du Portugal dans le conflit, les maisons qui devaient être temporaires ne furent pas détruites et ce programme permis de loger un grand nombre de personnes pour un coût réuduit. Ce changement de stratégie quant à la destination de ces logements précaires tout juste décrits comme salubres prouvent l'échec du régime à faire face à la crise du logement et le manque d'efficacité du programme de maisons économiques, générant une quantité trop faible de logements.

L'exemple des logements de Boavista

Les logements de Boavista faisaient partie du programme de maisons démontables. Construits sur les hauteurs du parc floral de Montsanto. Le projet débutat en 1938 et fut concrétisé en 1939. Le quartiers regroupait 448 maisons démontables en tôle dans lesquelles

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Illustration 28 :
Localisation du quartier de maisons démontables de Boavista

s'installèrent les ménages dès 1940. Ce sont entre quarante et soixantes familles qui s'installaient chaque semaine entre les mois de Décembre 1940 et Janvier 1941. Du fait de leur aspect provisoire, les équipements du quartier étaient réduits au strict minimum, c'est-à-dire une chapelle, un lavoir et un marché. Par la suite des visites médicales furent mises en place et les habitants réclamèrent une crèche et une école primaire. Les logements allaient du T1 de 15m2 au T4 de 28m2, ce qui représente des surface utiles minimales d'autant que les T4 étaient réservés aux familles nombreuses. À chaque typologies était attribuée une couleur formant des quartier bleu, vert, jaune et rouge. Ce dernier, regroupant les T4 était celui où la cohabitation de familles nombreuses dans des espaces réduits produisit le plus de conflits et la qualité de vie la moins bonne. Chaque logement possédait une bande de 7m de jardin à l'avant.

Comme nous l'avons dit précédemment, au lieu d'être détruits, ces logements furent conservés pour faire face à la demande de logements et trois autres phases de construction vinrent compléter le programme. Entre 1945 et 1960, 220 logements supplémentaires furent bâtis. Ils présentaient la même précarité avec toutefois des revêtements intérieurs en stuc plus solide ainsi que des portillons pour entrer dans les jardins. La 3ème phase de construction fut quand a elle réalisée entre 1981 et 1970. Sur cette période, 38 maisons à étage de type T2 et T3 furent construites. Il était alors évident que la destruction n'allait pas avoir lieu comme prévu et ces dernières maisons furent réalisées en maçonnerie. Les finitions intérieures restaient cependant très pauvres et l'imperméabilité du bâtiment n'était pas assurée. Avec cette troisième phase, les transports publics désservirent enfin le quartier. Jusqu'alors, l'isolement géographique du quartier rendait l'insertion social difficile. Une ligne de bus relia le quartier au centre ville en 1969. Enfin entre 1971 et 1975, furent construites 510 petite maisons maçonnée de plein pied allant du T1 au T4. Cette dernière vague de construction servit à reloger les foyers dont le logement était trop dégradé, les habitants du parc de Monsanto et quelques personnes extérieures.

C'est en 1976 que furent déruitent 160 des maisons de la première phase, notamment dans les quartiers rouges dont nous avons parlé précedemment. Elles furent remplacées par

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

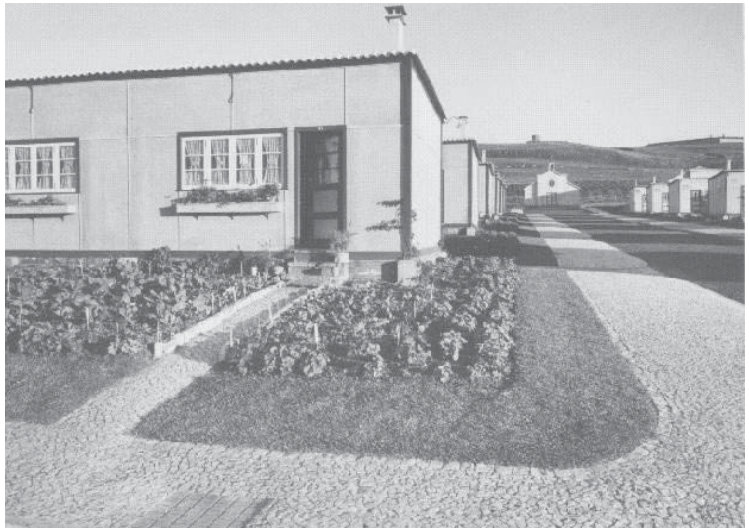

Illustration 29:
Photographie du quartier de maison démontables de Boavista

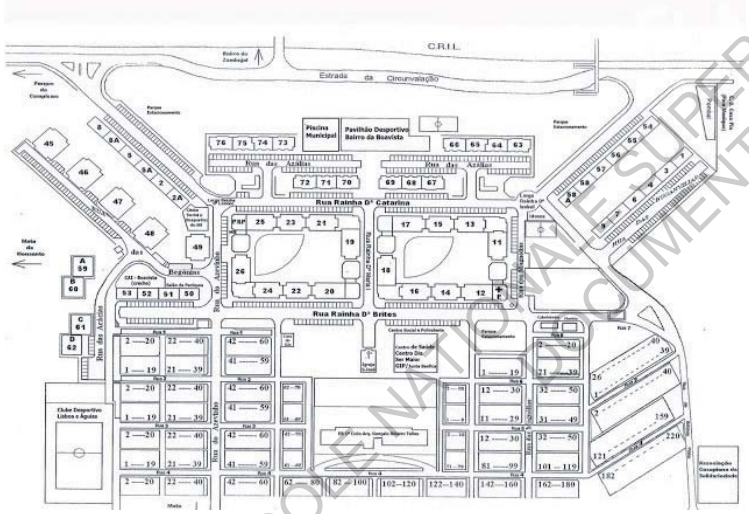

Illustration 30:
Plan du quartier de Boavista

des logements collectifs de trois étages. Puis dans les années 1980, des opérations de logements collectifs vienrent petit à petit remplacer les maisons démontables des années 1940.

Cet exemple met en exergue l'échec qu'a été le programme de maisons démontables. Devant servir de subsitue temporaire, elles ont été utilisées comme constructions durables, créant une grande insalubrité. De plus, l'absence d'équipements et de dessertes, le manque d'espace dans les logements et leur proximité ont amenés des difficulté sociales qui se font encore aujourd'hui ressentir dans le quartier de Montsanto.

Tout cela prouve aussi que les programmes de maisons individuelles n'étaient pas efficaces pour répondre à la demande de logement. Malgré tous les problèmes engendré par ces constructions, le gouvernement de l'État Nouveau continua jusqu'à la fin de construire de nouveaux baraquements, à peine plus salubres que les précédents. L'idéologie de l'État ressort aussi dans le choix de logements unifamilliaux avec jardin, mais ceci est la preuve que la structure de la famille seule ne peut être garante de l'organisation d'une société.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

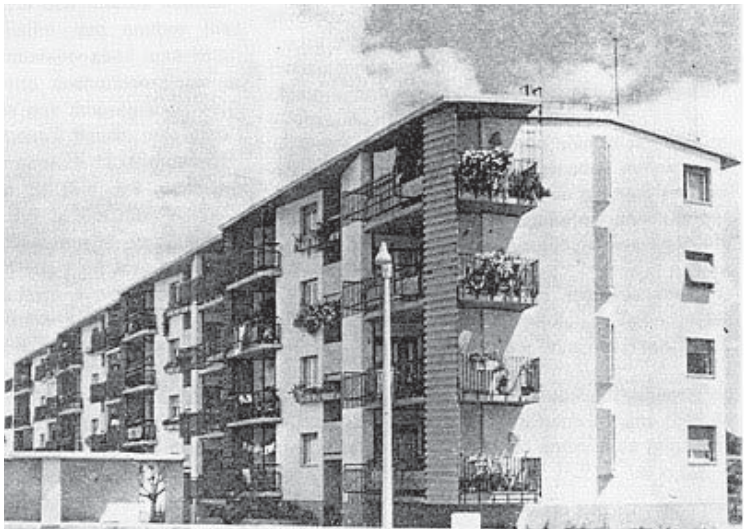

Illustration 31:
Photographie du quartier de Olivais Norte

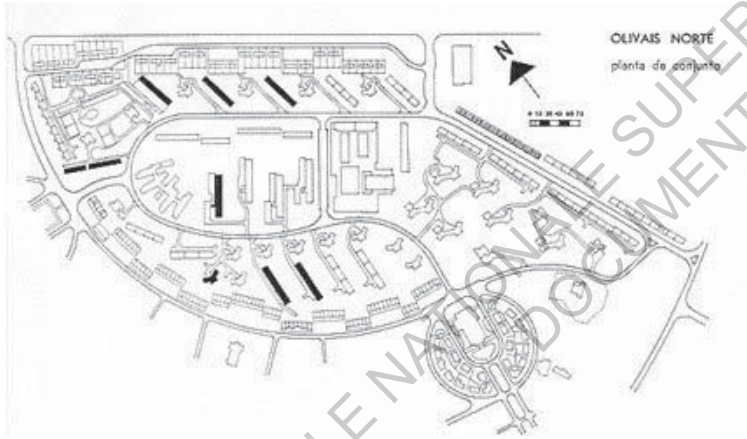

Illustration 32 :
Plan du quartier de Olivais Norte

LES PROGRAMMES DE LOGEMENTS LOCATIFS

La situation d'après guerre

Deux évènements majeurs furent à l'origine de ce troisième programme de logement de l'État Nouveau. Le premier est la seconde guerre mondiale qui entraina un déséquilibre économique emmenant à l'augmentation du prix de la matière première ainsi qu'à une carence de terrains disponibles pour la construction ou l'expropriation. Ceci amena le gouvernement à changer de stratégie quant au financement des programmes de logements en favorisant les investissements privés. C'est que nous avons vu dans la première partie. Si la démarche du gouvernement est radicalement différente, le résultat n'est pas si éloigné puisque nous avons déjà vu que l'initiative privée était déjà auparavant génératrice de plus de logement que l'État. Le deuxième évènement qui modifia la position du gouvernement est la mort prématurée de Duarte Pancheco, ministre des travaux publics. Il était la figure principale de la politique urbaine et du logement. C'est lui qui avait imposé la ligne de conduite du gouvernement et son idéologie en terme de logement.

Les logements pour «familles pauvres»

Suite à ces changements, deux attitudes furent adoptées en parralèle par le gouvernement. La première fut de proposer des logements en location aux « familles pauvres » qui n'étaient pas éligibles à l'accession d'une maison économique pour des raisons économiques. L'idée de la propriété privée n'était plus au centre des programmes de logements du gouvernement. Ce programme lancé en 1950 était financé à parts égales par le gouvernement et les municipalités. Les conditions d'occupation d'un tel logement étaient d'être « une famille pauvre » ou « indigente » (les familles sans logements étaient prioritaires). Il s'agissait de logements précaires et les locataires pouvaient être expulsés sans indemnités. Mais ce programme n'intéressa encore une fois que très peu les investisseurs privés.

Le programme de maisons à loyers modérés

La deuxième attitute adopoptée par le goucvernement fut de proposer pour la première fois un programme de logements locatifs concordant avec l'apport de capitaux privés dans leur construction. Ce programme

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Illustration 33: Localisation du quartier d'Alvalade

était encore une fois couplé avec le programme de maisons démontables que le gouvernement jugeait efficace. Ces logements étaient eux aussi destinés à des familles, mais contrairement aux maisons économiques, les maisons à loyers modérés étaient conçues pour plusieurs familles à la fois. Les destinaires de ces logements étaient les foyers qui n'était pas éligibles à l'achat d'une maison économique pour d'autres raisons que le facteur économique. C'est-à-dire que ce programme concernait la classe moyenne portugaise. Un des prérequis était de ne pas avoir un revenu supérieur à six fois le loyer du logement ou, dans le cas où les revenus ont augmentés pendant la période d'occupation, de ne pas dépasser de plus de 20% cette sommes. Ce faisant, le gouvernement restait dans sa ligne de conduite quand à la place prépondérante de la famille dans la société tout en ayant la possiblité de créer une densité d'habitation plus importante.

Le programme fut lancé en mai 1945 et le premier quartier construit fut celui d'Alvalade.

La figure marquante de la construction de ces nouveaux quartiers de logements locatifs fut l'architecte Nuno Teotonio Pereira. Il participa à la construction du quartier d'Alvalade alors qu'il n'était qu'étudiant et fut un des architectes associés en charge du projet du quartier d'Olivais qui fut construit en 1968 à Lisbonne.

Les maison à loyers limités

Dans le même temps, l'augmentation du mal logement des plus démunis dû à l'augmentation des prix dont nous avons déjà parlé poussa le gouvernement à geler les loyers dans le centre-ville. Cette politique de limitation des loyers commença en 1943. Dès 1947, des programmes de logements neufs à loyés limités construits par des promoteurs privés. L'État contrôle les loyers mais offre des terrains en milieu urbain à prix avantageux et assure les matériaux de construction à prix fixes.

L'exemple du quartier d'Alvalade

Le quartier d'Alvalade est comme nous l'avons dit précédemment le premier quartier de maisons à loyers économiques construit par des promoteurs dans le cadre d'un programme gouvernemental. La promotion était assurée par un organisme du logement social

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

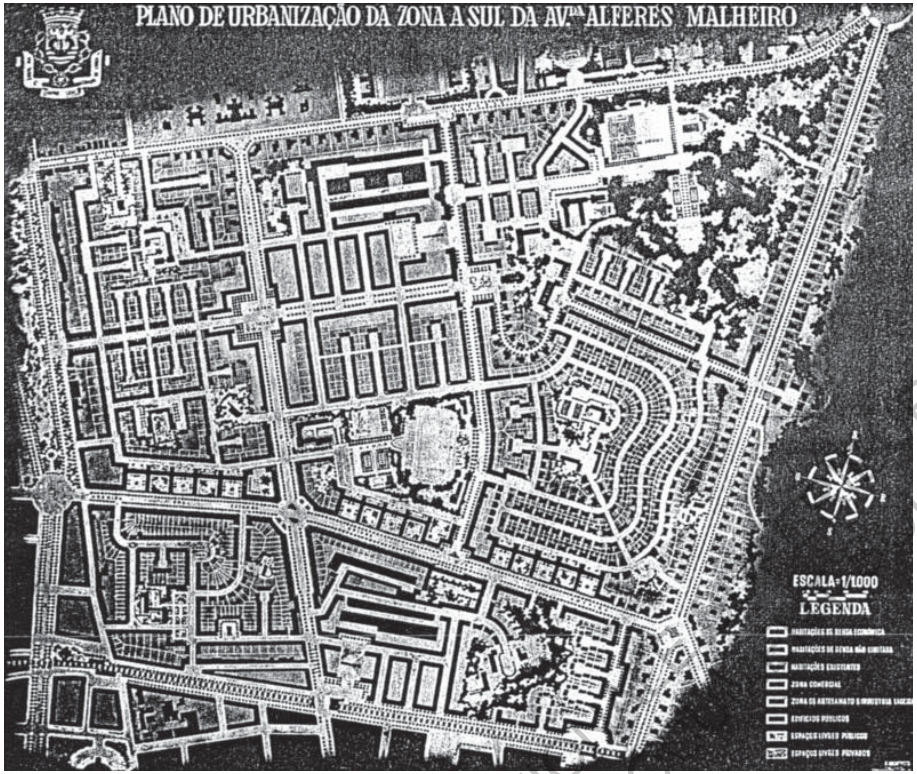

Illustration 34:
Plan directeur du quartier d'Alvalade

fondé en 1946 et lié à la fédération de caisse de sécurité sociale (« Federação das Caixas de Previdência »). Cet organisme s'occupa pendant 25 ans (jusqu'en 1972) de la constrcution des logements sociaux avant que cette prérogative ne passe au fond de développement du logement (« Fundo de Fomento da Habitação »).

Le quartier se situe le long des « avenues nouvelles », non loin du quartier do arco sego construit environ dix ans auparavant. Le programme fut lancé en 1945 et concernait 31 000 logements collectifs et 2 000 de plus en maisons induviduels, tous sous un régime locatif. Parmi les logements collectifs, 31 000 sont à loyers modérés et les 9 500 autres sont sans limite de loyers. De même les logements indiviels sont divisés entre 2 000 maisons à loyer économiques et 2 500 logements sans limite de loyer. Aujourd'hui le quartier compte 45 000 habitants sur ses 230 ha de superficie. La construction prit fin en 1958. Cette diversité dans les logements construits permit d'avoir une mixité sociale de fait. De plus la qualité de vie était assurée par la présence de nombreux services et équipements au sein du quartier. Le plan du projet urbain des quartiers d'Alvalade mais aussi celui du quartier voisin d'Areiros furent dessinés par l'architecte et urbaniste Faria Da Costa. Le quartier d'Areiros fut dessiné avant celui d'Alvalade, plus petit, il servis de « préparation » pour celui d'Alvalade. Le plan se base sur un système viaire hiérarchisé avec les grandes avenues qui le desservent, la conception d'îlots ouverts avec l'abolition de la différence entre façade et arrière et un programme diversifié proposant logements, services et commerces. Le quartier fut pensé afin de ne pas devenir un quartier dortoire, ce qui le différencie des précédentes opérations qui présentaient plutôt une forme d'entre soi plutôt qu'un dynamisme à l'échelle de la ville. Chaque cellule d'habitation se trouve dans un rayon d'influence de 500m des équipements d'utilité quotidienne dans un cheminement ne passant pas par les grandes avenues.

Le développement du quartier et de ses alentours se fit par le biais de bâtiments de plus grandes hauteur, s'éloignant de la vision très conservatrice du régime. Pour Nuno Portas, si le premier projet s'éloignait des thèses du CIAM et privilégiait les ressources constructives à disposition, les construction des années 1950 s'éloigne des cette vision de ce que devrait être la ville portugaise :

« entre les premiers projets, discrets et corrects, avec des maillages de

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT PROTEGE PAR LE DROIT D'AUTEUR

Illustration 35:
Photographie aérienne du quartier d'Alvalade

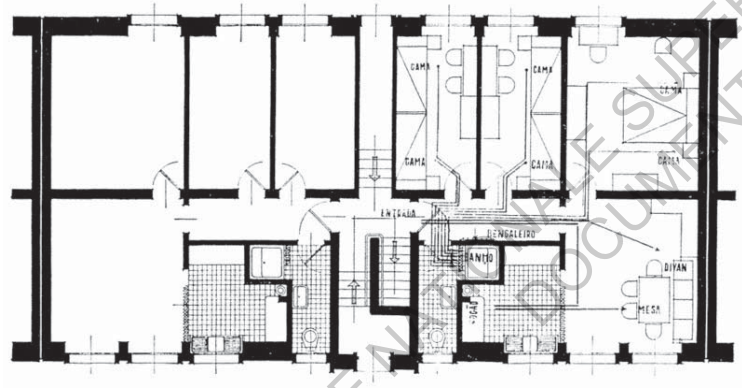

Illustration 36 :
Exemple de plan de logements collectifs à Alvalade

rue-ilôt et de petites places avec des hauteurs modérées et une ambiance contrôlée et ceux des années 50, avec de grands blocs isolés, il y a un saut risqué de la transposition de modèle « de l'extérieur » et de l'urbanisme de « barre-parc pour les marges timides des avenues »

Il est particulièrement intéressant de voir dans cette citation la qualification « de l'extérieur » pour décrire les projets urbains nouveaux mis en place dans le reste de l'Europe. Cette remarque met en exergue la situation de nationaliste refermé sur lui-même dans laquelle se trouvait le Portugal à ce moment là.

Pour conclure sur la politique du logement au Portugal pendant l'Etat Nouveau nous pouvons souligner la constance de la pensée idéologique du régime de l'État Nouveau. En effet quelque soit le type de logements construits, la place de la famille comme cellule principale de la société conservatrice portugaise est omniprésente. Que ce soit avec des maisons individuelles ou dans des petits collectifs destinés aux familles. On note cependant une évolution quant à la notion de propriété, pourtant fondatrice des premiers programmes de logement. Ce changement est dû au constat de l'incapacité du gouvernement à construire suffisemment de logements pour faire face à la demande provoquée dans les grands centres par le fort exode rural. Ce dernier est aussi une particularité du Portugal qui, ayant effectué son industrialisation plus tard, connu un un fort exode rural plus tardivement que ses voisisns européens. Enfin il est important de noter que malgré ces nombreux programmes, le gouvernement a dû se reposer sur les promoteur privés afin d'assurer les besoins en logements. Si les deux démarches se firent en parallèle pendant les programmes gouvernementaux des maisons économiques, elles se rassemblèrent dès la fin des années 1945 avec les premiers logements locatifs.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Illustration 37:
Plan de localisation des interventions sur le Tage

Illustration 38 :
Photographie d'un bidonville proche de l'aéroport

conclusion

La production de logements sous la dictature de l'État Nouveau se caractérise par une évolution du type de programme au cours du temps. Si au départ l'idéologie était prépondérente avec la construction de maisons avec jardins destinées aux familles, le très fort exode rural poussa à la construction d'un plus grands nombres de logements. Pour ce faire, de petits collectifs furent construits bien que n'étant pas exactement le reflet de l'idéologie de départ. Nous avons également put constater que la politique de logement du gouvernement ne permit pas de faire face à la crise du logement de manière efficace et amena à la de nombreux logements insalubres dans les grandes villes.

L'une des premières conséquences de la politique menée par le gouvernement de l'État Nouveau, et notamment sous la direction de Duarte Pancheco, fut de diriger l'expension de la ville vers le Nord-est. Les plans d'urbanisme de la ville planifièrent en effet dès 1933 le développement des avenues nouvelles le long desquelles vienrent s'installer de nombreuses opérations de logements. Ce développement se fit au détrimant du rapport provilégié qu'entretenait la ville ancienne avec le fleuve. Les entreprises et le chemin de fer occupèrent alors les berges. Aujourd'hui c'est une reconquête du fleuve que la municipalité tente d'opérer. Pour cela huits projets sont en cours de réalisation sur les quais du Tage afin de « rendre le Tage au peuple » (« devolver o Tejo as pessoas »). En ce qui concerne le logement, de nombreux immeubles du centre ancien de Lisbonne sont aujourd'hui délabrés, laissés à l'abandon, bien qu'il y ait une vague de rénovation des bâiment. L'une des raisons de ce délabrement est la spécificité des baux au Portugal. En effet, ils étaient juqsqu'en 1990 héréditaires et ce depuis plus de 100 ans. Un locataire pouvait donc payer le même loyer que celui payé par ses grands-parents indifféremment de la fluctuation du marché immobilier. On retrouve dans la politique du logement de l'Etat Nouveau cette tradition dans le logement locatif avec les loyers limités et le gel des loyers imposé par le gouvernement dans les année 1940. Pour finir, la dynamique impulsée par le gouvernement de l'Etat Nouveau d'accession à la propriété a eu une forte répercution sur la manière de seloger au Portugal et à Lisbonne. En effet, au Portugal 75% de la population est propriétaire de son logement. Nous avons d'ailleurs vu que les premiers programmes de logements menés par le régime était exclusivement destinés à la propriété privée. À Lisbonne la crise du logement se caractérise donc par la vacance de nombreux logements dans le centre ville, l'absence de logement locatif social et privé et la favorisation de la propriété occupante.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

ABREU, P. C. C. (2010), «Casas económicas do Estado Novo». Covilhã : Universidade da Beira Interior

ALMEIDA, P. V. (2002), «A arquitectura no Estado Novo», Lisboa : Livros Horizontes. 261p

Área Projecto (2007) «Arquitectura do Estado Novo», [en ligne]
http://aen.com.sapo.pt/Estetica.html

BANDEIRINHA, J. A. (2005), « Portugal do Estado Novo. Arquitectura e Política do Espírito», O G.A.T.C.P.A.C. e o seu tempo : política, cultura e arquitectura nos anos trinta : Actas, V Congresso Fundação Docomomo Ibérico, Barcelona : Fundación Docomomo Ibérico. p. 61-71.

BAPTISTA COELHO, A. «Sobre o Bairro de Alvalade de Faria da Costa: um exemplo bem actual de sustentabilidade urbana e residencial», infohabitar 132 [en ligne]
http://infohabitar.blogspot.fr/2007/03/sobre-o-bairro-de-alvalade-de-faria-da.html

«Bairro da quinta da calçada», [en ligne]
http://bairrodaquintadacalcada.blogspot.fr/2012/09/bairro-da-quinta-da-calcada-1938-1992.html

Biblioteca de Arte / Art Library Fundação Calouste Gulbenkian, «Fotografias da Exposição do Mundo Português, realizada em Lisboa em 1940. Fotógrafo: Mário Novais, 1899-1967» [en ligne]
https://www.flickr.com/photos/biblarte/sets/72157606234802424/detail/?page=3

COSTA PINTO, A. (1999), « Le salazarisme et le fascisme européen », vingtième siècle, revue d'histoire, volume 62. pp. 15-25

DE SOUSA, S. (2011), «estado-novo arquitecturas em Lisboa», [en ligne]
http://arquitecturaen.no.sapo.pt

FERNANDES, J. M. (1981), «Arquitectura e fascismo», Arquitectura - 4ª Série, nº 142. p17

FERREIRA V.M. (1984), «Lisboa anos 30-40 : o processo de expropriações de terrenos e a recomposição sociopolítica do Estado Novo», Arquitectura, nº 151, 4ª série. p. 31-37

FRANÇA, J. A. (1981), «Arquitectura do Estado Novo», Arquitectura planeamento, design, construção, equipamento. - Ano III, 4ª série, nº 142. p. 18-19

GEDES (2002), «De nouveaux desseins pour les copératives d'habitation au Portugal», Lisboa : GEDES-UP. 83p.

GONÇALVES, F. (1981), «Urbanística a Duarte Pacheco», Arquitectura planeamento, design, construção, equipamento. - Ano III, 4ª série, nº 142. p. 20-37

GONÇALVES, F. (1986), «A propósito dos planos de urbanização do Estado Novo», Sociedade e Território. - ISSN 0873-6308. - Ano 2, nº 4. p. 92-115

Instituto Superior Técnico, «Duarte Pacheco: A Vida e a Obra» [en ligne]
http://100.ist.utl.pt/momentos/duarte-pacheco/

JABLON, S. & RAPHANEAU, A. «Eradiquer les bidonvilles à Lisbonne et après ? Violence des

démolitions et relogement précaire», dialogues, propositions, histoires pour une ciitoyenneté mondiale [en ligne]
http://base.d-p-h.info/fr/fiches/dph/fiche-dph-7628.html

Lisboa Câmara Municipal (1967), «Habitação social na cidade de Lisboa 1959-1966», Lisboa : Câmara Municipal de Lisboa. 73p.
FERREIRA, M. J. (1994), «O Bairro Social do Arco do Cego : uma aldeia dentro da cidade de Lisboa», Análise Social, vol. XXIX, nº 127. p. 697-709

LOPES, E. (1993), A arquitectura e o urbanismo em Portugal na viragem, do século XIX-XX, na direcção do Estado Novo. Lisboa : FAUTL. 84p

PEREIRA, N. T. (1981), «A arquitectura do fascismo em Portugal», Arquitectura planeamento, design, construção, equipamento. - Ano III, 4ª série, nº 142. p. 38-49

PINTO, J. «Bairro da Boavista blogue», [en ligne]
http://bairrodaboavista-lisboa.blogspot.fr/p/historia-do-bairro_14.html

PINTO BAPTISTA, M. R. (2008), «Arquitectura como Instrumento na Construção de uma Imagem do Estado Novo», Coimbra : Departamento de Arquitectura da Faculdade de Ciências e Tecnologia da Universidade de Coimbra. 84p.

PORTAS, N. (2004), «A habitação social». Porto : FAUP.. 189p

SALSHINHA CABRITA A. F. (2012), «Arquitetura contemporânea em nucles historicos», Dissertação para o Mestrado Integrado em Arquitetura, Lisboa : Universidade Lusiada de Lisboa. 190p.

SANTOS, D. C. (1999), «Arquitectura em Portugal no Século XX, do modernismo ao tempo presente», Panorama [da] arte portuguesa no século XX. Porto : Camp das Letras. p. 357-421.

SILVA, C. N. (1994), «Política urbana em Lisboa». Lisboa : Livros Horizonte. 231p

SILVA NUNES, J. P. (2013), «O programa Habitações de Renda Económica e a constituição da metrópole de Lisboa (1959-1969)», Análise Social, 206, xlviii (1.º). Lisboa :Instituto de Ciências Sociais da Universidade de Lisboa. pp. 82-100

TORGAL, L.R.(2005), «L'État Nouveau portugais : esquisse d'interprétation», Pôle Sud n°22. pp.39-48

VIANA, B. L. (1999), «Cidade e Habitação social : o Estado Novo e o programa das casas económicas em Lisboa», Oreiras : Celta. 224p.

VARAGNOLO, Maurizio (1994), «Politica da habitação social em area metropolitana de Lisboa». Lisboa : FAUTL. 57p

VICENTE BAPTISTA, L. (2001), «Cidade e habitação social. O Estado Novo e o programa das casas económicas em Lisboa», Recherches en anthropologie au Portugal, Volume 7. pp. 146-148

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

- partie I -

LA PRODUCTION ARCHITECTURALE ET URBANISTIQUE SOUS LE RÉGIME DE L'ÉTAT NOUVEAU

- **Illustration 01 :** *Photographie de António Oliveira Salzar (1889-1970)* p. 08
- **Illustration 02 :** *Affiche de propagande pour le parti de l'union nationale. Elle met en avant la place du catholicisme et de l'empire colonial portugais dans la propagande de l'époque.* p. 10
- **Illustration 03 :** *Discours de Salazar accompagné à sa gauche d'Antonio Ferro.* p. 12
- **Illustration 04 :** *Photographie des logements sociaux d'Alvalade.* p. 14
- **Illustration 05 :** *Photographie du Stade National de Lisbonne.* p. 14
- **Illustration 06 :** *Photographie de l'ensemble de l'IST de Lisbonne.* p. 16
- **Illustration 07 :** *Photographie de l'église de Nossa Senhora de Fatima* p. 16
- **Illustration 08 :** *Photographie du «monuments aux découvertes» et du pavillon du miroir d'eau.* p. 18
- **Illustration 09 :** *Photographie du pavillon du Brésil.* p. 18
- **Illustration 10 :** *photographie de Belem la veille de l'inauguration de l'exposition du monde portugais de 1940.* p. 19
- **Illustration 11 :** *Photographie de place Areeiros telle qu'elle était à l'époque.* p. 20
- **Illustration 12 :** *Plan poché de la place* p. 21
- **Illustration 13 :** *Phjotographie des bâtiments du quartier de Estacas à Alvalade, Lisbonne* p. 22
- **Illustration 14 :** *Photographie du siège de la fondation Gulbenkian* p. 22
- **Illustration 15 :** *Cartographie de l'étendue de la ville en 1911* p. 22
- **Illustration 16 :** *Cartographie de l'étendue de la ville en 1950* p. 24
- **Illustration 17 :** *Image des avenues de la libertés.* p. 24
- **Illustration 18 :** *Plan général d'amélioration* p. 26
- **Illustration 19 :** *Carte de Lisbonne en 1901 avec repérage des avenues de la liberté et du port.* p. 26
- **Illustration 20 :** *Premier plan d'urbanisation de la ville de Lisbonne* p. 28

- **Tableau 01 :** *Localisation et nombre de logements construits entre 1932 et 1950* p. 30
- **Tableau 02 :** *Logements construits entre 1950 et 1993* p. 32

- **Diagramme 01 :** *Proportion de logements construits par les promoteurs, l'Etat et les coopératives* p. 36

p. 34

- partie II-

LA POLITIQUE DE LOGEMENT SOCIAL MENÉE PAR L'ETAT NOUVEAU

- **Illustration 21 :** *Carte des zones d'interventions dans la ville de Lisbonne.* p. 40
- **Illustration 22 :** *Photographie du quartier «do arco do arco»* p. 42
- **Illustration 23 :** *Localisation du quartier «do arco do cego»* p. 44
- **Illustration 24 :** *Photographie du plan du quartier «do arco do cego»* p. 46
- **Illustration 25 :** *Plan d'un logement du quartier «do arco do cego»* p. 47
- **Illustration 26 :** *Photographie aérienne du quartier quinta da calçada vers 1940.* p. 48
- **Illustration 27 :** *Photographie du quartier quinta da calçada vers 1940.* p. 48
- **Illustration 28 :** *Localisation du quartier de maisons démontables de Boavista* p. 50
- **Illustration 29 :** *Photographie du quartier de maison démontables de Boavista* p. 52
- **Illustration 30 :** *Plan du quartier de Boavista* p. 52
- **Illustration 31 :** *Photographie du quartier de Olivais Norte* p. 54
- **Illustration 32 :** *Plan du quartier de Olivais Norte* p. 54
- **Illustration 33 :** *Localisation du quartier d'Alvalade* p. 56
- **Illustration 34 :** *Plan directeur du quartier d'Alvalade* p. 58
- **Illustration 35 :** *Photographie aérienne du quartier d'Alvalade* p. 60
- **Illustration 36 :** *Exemple de plan de logements collectifs à Alvalade* p. 60

- **Tableau 03 :** *Classes et types de logements.* p. 42

-Conclusion-

- **Illustration 37 :** *Plan de localisation des interventions sur le Tage* p. 62
- **Illustration 38 :** *Photographie d'un bidonville proche de l'aéroport* p. 62

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR